

Les crédits

100. C'est inacceptable à notre époque. Je voulais simplement mentionner certaines solutions que nous pourrions appliquer et citer certaines activités très prometteuses qui se passent dans ma circonscription. Je veux mentionner qu'un groupe s'est formé pour créer ce que ses membres appellent une conférence économique. La conférence économique de Nepisiguit s'est tenue il y a un peu plus d'une semaine, après deux ans de préparation. Le groupe a mis au point, sur la foi de sa propre analyse de la situation, une stratégie conçue pour remettre la région sur pied et qui doit ultérieurement être mise en oeuvre.

[Français]

Je profite de l'occasion pour féliciter les deux coprésidents, M. Ian Oliver et M. Gérald Mallais, les coprésidents de cette conférence économique de Nepisiguit. J'aimerais aussi féliciter le coordinateur, M. Georges Marcoux ainsi que son équipe, pour avoir mis en place cette conférence économique de Nepisiguit.

[Traduction]

J'ajouterai qu'un autre groupe s'occupe dans une autre partie de la circonscription de préparer une autre conférence économique qui aura, elle aussi, deux coprésidents, soit M^{me} Luminas Sénéchal, de Campbellton, et le maire de Dalhousie, M. Sandy MacLean, auxquels je souhaite bonne chance.

Voilà un groupe de personnes qui se rendent compte qu'il y a un problème dans leur région et qui sont prêtes à essayer d'y trouver une solution en l'analysant eux-mêmes.

Je tiens à bien préciser que je crois sincèrement que le gouvernement fédéral doit être présent non seulement dans ma circonscription, mais dans toutes les circonscriptions du Canada. En toute honnêteté, je crois que les crédits fédéraux devraient servir à favoriser le développement régional. Je pense également qu'il faut commencer à élaborer des programmes et à implanter dans les cercles gouvernementaux une nouvelle attitude qui permettra de créer de nouveaux postes dans les ministères où on lance de nouveaux programmes pour lesquels on devra engager du personnel. Il serait bon également d'établir ces postes dans les régions où le taux de chômage est élevé: procéder à une décentralisation en quelque sorte.

Selon moi, dans la région de Restigouche—Chaleur, il faudrait créer 200 nouveaux postes de fonctionnaires fédéraux, pour stimuler l'économie, redonner une certaine confiance à la région et montrer clairement aux chefs d'entreprise qui veulent y investir, que le gouvernement fédéral est là et qu'il est prêt à les aider.

Pour terminer, je voudrais simplement dire qu'on nous a proposé beaucoup de solutions aujourd'hui. Certaines sont excellentes. Je souscris aux observations du député de Willowdale qui a parlé d'infrastructures municipales. Je crois fermement qu'il s'agit là d'un outil très utile et tout à fait raisonnable. Il y a ensuite le secteur de la construction domiciliaire; on propose de ramener le versement initial à 5 p. 100 et de permettre aux gens d'utiliser l'argent qu'ils ont dans un régime enregistré d'épargne-retraite pour investir dans l'achat d'une maison neuve.

En conclusion, lorsque nous examinons l'économie et que nous nous penchons sur la motion d'aujourd'hui, nous devons nous demander en fait si notre situation est meilleure qu'elle ne l'était en 1984. Je suppose que mes électeurs répondraient carrément non. Je vais en rester là.

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, je voudrais simplement poser une brève question à mon collègue de Restigouche—Chaleur.

Je me suis rendu au Nouveau-Brunswick, il y a un an et demi environ. J'y ai entre autres remarqué qu'il y avait tout un potentiel pour l'industrie du tourisme dans cette province. Nous savons tous que le tourisme est probablement l'industrie qui crée le plus grand nombre d'emplois au Canada. Je demande donc au député de prendre une ou deux minutes pour présenter aux Canadiens—car c'est en fait sur une tribune nationale que se déroulent nos débats à la Chambre aujourd'hui—certaines idées relatives au tourisme et au potentiel que recèle cette province et que j'ai pu constater au moment de ma visite.

M. Arseneault: Monsieur le Président, je remercie le député de Broadview—Greenwood d'avoir formulé cette demande. Tout d'abord, je voudrais dire qu'au Nouveau-Brunswick, comme partout au Canada, la population est très fière. Elle ne quémande pas. Certains se méprennent parfois lorsque nous parlons de temps difficiles et de chômage. Ils s'imaginent que nous nous contentons de tendre la main en disant: «Donnez-nous de l'argent et nous nous en irons. Nous serons très discrets.»

• (1740)

Ce que j'entends dans ma circonscription et ce que je constate auprès de ceux qui viennent me voir, c'est que tous recherchent du travail. Ils veulent travailler.

La responsabilité du gouvernement fédéral est de faire travailler les gens et de concevoir des programmes pour cela. S'il n'en est pas capable, il ne devrait pas continuer à gouverner. C'est aussi simple que cela. C'est pourtant ce gouvernement qui avait promis des emplois, des emplois et des emplois. Mais nous n'en avons pas. Nous n'avons